

# Rapport annuel Jahresbericht

—  
2024



**POUVOIR JUDICIAIRE  
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG  
STAAT FREIBURG

**Justice de paix de la Gruyère JPGR**

---

# Table des matières

---

<b>1.1</b>	<b>Partie générale.....</b>	<b>4</b>
1.1.1	Composition et locaux .....	4
1.1.2	Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocat-e-s etc.) .....	5
1.1.3	Formation.....	6
1.1.4	Divers et remarques finales (proposition de modification législatives, informatiques etc.) .....	6
<b>1.2</b>	<b>Partie statistique.....</b>	<b>7</b>
1.2.1	Statistique générale.....	7
1.2.2	Protection des adultes .....	7
1.2.3	Successions .....	8
1.2.4	Protection des mineurs.....	9
1.2.5	Incompétences .....	10
1.2.6	Irrecevabilité et classement sans suite, avec ou sans décision .....	10
1.2.7	Placement à des fins d'assistance .....	10
1.2.8	Mise à ban .....	11
1.2.9	Assistance judiciaire .....	11

---

# Introduction

---

## Au Conseil de la magistrature

Monsieur le Président du Conseil de la magistrature,  
Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil de la magistrature,

Nous avons l'honneur de vous adresser ci-après le rapport sur l'administration de la Justice de paix de l'arrondissement de la Gruyère pour l'année 2024 et confirmons que les données statistiques présentées dans ce rapport sont correctes.

Bulle, le 17 janvier 2025

# Rapport sur l'activité de la Justice de paix de la Gruyère pour l'année 2024

## 1.1 Partie générale

### 1.1.1 Composition et locaux

#### 1.1.1.1 Organisation et composition de la Justice de paix

#### Organisation et composition au 31.12.2024

- > Jean-Joseph Brodard, Laure-Marie Collaud-Piller, Sophie Margueron Gumy, Marie-Laure Paschoud Page, Juges de paix
- > Martina Gerber-Sturny, Claudine Lerf-Vonlanthen, Seraina Rohner Stulz, Wanda Suter, Juges suppléantes
- > Sylvain Bertschy, Frédérique Brodard, François Charrière, Liliana Chiacchiari Helbling, Marie-Antoinette Christen Bloch, Robert Combriat, Sara Liliana Delamadeleine, Delphine Dougoud, Yves Gremion, Annette Menoud, Maria-Elvira Nordmann, Laurent Oberson, Christine Raboud, Fatima Rey, Dominique Schmutz, Assesseur/e/s

Texte.

#### 1.1.1.2 Ressources en magistrat-e-s

#### Juges professionnels/les - équivalents plein temps EPT au 31.12.

Nom/Prénom	Fonction	2022	2023	2024
Brodard Jean-Joseph	Juge de paix	0.7	0.7	0.7
Paschoud Page Marie-Laure	Juge de paix	0.7	0.7	0.7
Margueron Gumy Sophie	Juge de paix	0.7	0.7	0.7
Collaud-Piller Laure-Marie	Juge de paix	0.5	0.5	0.5
Total EPT au 31.12.		2.6	2.6	2.6

#### 1.1.1.3 Ressources greffe et secrétariat

<b>Équivalents plein temps EPT au 31.12.</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>
Total EPT <b>Greffiers/ères</b> (postes permanents)	3.8	3.8	3.8
Total EPT <b>Stagiaires juristes</b>	2	2	2
Total EPT <b>Collaborateur/trices administratifs</b> (postes permanents)	3.65	3.65	3.65
Total EPT <b>Apprenti/es collaborateur/trices administratifs</b>	0	0	0
<b>Total</b>	<b>9.45</b>	<b>9.45</b>	<b>9.45</b>

Le premier semestre 2024 a été mouvementé au secrétariat de notre Autorité. Une collaboratrice expérimentée a démissionné pour la fin 2023 et a été remplacée par une nouvelle secrétaire devant être formée, laquelle a donné son congé à fin juillet 2024, invoquant une charge de travail jugée trop élevée. Elle a fort heureusement pu être remplacée par une collaboratrice JDE qui terminait son contrat auprès de la Justice de paix.

En parallèle, une autre secrétaire s'est trouvée en arrêt puis en congé maternité et il a également fallu procéder à son remplacement et former la personne provisoirement engagée.

Dans ce contexte, les collaboratrices du secrétariat se sont hélas constamment retrouvées surchargées et de nombreuses heures supplémentaires ont été effectuées et rémunérées.

Aucun EPT supplémentaire n'a été alloué à notre Autorité pour 2025. Toutefois, nous pourrions heureusement compter sur l'aide d'un JDE dès la mi-janvier 2025. Notre équipe accueillera de surcroît une apprentie employée de commerce en août 2025.

#### 1.1.1.4 Locaux

La Justice de paix dispose de locaux modernes, lumineux et fonctionnels mais manque cruellement de place et d'une salle d'audiences supplémentaire. La présence régulière des assesseurs contrôleurs de comptes pour effectuer leurs tâches ne fait qu'accentuer la problématique.

De l'espace fait aussi défaut dans notre local de préarchivage malgré un versement conséquent aux archives cantonales en 2023 et une destruction systématique des documents pouvant l'être. Dans l'attente d'une solution courant 2025, les pièces comptables 2023 encombrant nos couloirs.

#### 1.1.2 Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocat-e-s etc.)

La Justice de paix de la Gruyère travaille toujours à flux tendu. La charge de travail en 2024 a été constamment élevée, la situation au secrétariat ayant encore accentué la problématique.

La hausse des signalements et la complexification des cas impactent tous les collaborateurs. Toute absence, y compris les vacances, est immédiatement ressentie et des heures supplémentaires sont régulièrement effectuées.

Afin d'assurer le bon fonctionnement de la Justice de paix, nous pouvons compter sur l'investissement de l'ensemble du personnel, qui fait preuve d'une grande solidarité et que nous remercions chaleureusement. Cependant, nous rencontrons du retard plus ou moins important dans de nombreuses tâches non urgentes.

Malgré l'importante charge de travail, l'implication des collaborateurs demeure inchangée et l'ambiance de travail agréable. Il sied toutefois de relever que travailler sans cesse dans des conditions de surcharge et de stress n'est pas satisfaisant et que notre Autorité est grandement inquiète s'agissant de la santé de ses collaborateurs, en particulier au secrétariat.

---

Concernant le contrôle des comptes, l'équipe en place est performante et nous sommes satisfaits du travail accompli. Nous devons toutefois composer avec le manque de place de travail pour les assesseurs contrôleurs de comptes et le fait que certains Services des Curatelles ne parviennent pas à produire les rapports et comptes relatifs aux personnes qu'ils suivent pour la fin juin, ce qui engendre nécessairement des retards dans le contrôle et la rédaction des décisions.

De manière générale, la Justice de paix de la Gruyère entretient de bons rapports avec les autres autorités, avocats et services, tels que les Services des Curatelles du district et le Service de l'enfance et de la jeunesse. Cette fin d'année aura notamment été marquée par de nombreux changements de collaborateurs au sein des Services de la Gruyère, lesquels ont créé une charge de travail additionnelle conséquente, une décision et un acte de nomination devant être élaborés pour chaque situation.

Enfin, relevons qu'indépendamment de sa charge juridictionnelle, la Justice de paix est grandement investie dans divers projets au niveau cantonal, en particulier le projet COPAR, pour lequel deux magistrates ont œuvré sans relâche en 2024, le Sud du canton étant pilote en 2025, et le Programme e-Justice, dont fait partie notre greffière-chef et pour lequel notre Autorité est actuellement autorité pilote pour les solutions Alvea et Nomadoc, étant précisé qu'elle avait déjà tenu ce rôle pour le projet Exped.

### 1.1.3 Formation

Tous nos collaborateurs sont invités à suivre différentes formations durant l'année, notamment juridiques.

### 1.1.4 Divers et remarques finales (proposition de modification législatives, informatiques etc.)

Notre Autorité demeure préoccupée s'agissant du manque de moyens suffisants en aval de ses décisions que ce soit au niveau institutionnel ou s'agissant des moyens humains disponibles, en particulier en matière de protection de l'enfant.

La priorité pour la Justice de paix reste d'accomplir ses tâches au mieux, dans les meilleurs délais et dans un bon climat de travail. Elle remercie particulièrement ses collaborateurs pour leur engagement sans faille et leur grande disponibilité.

## 1.2 Partie statistique

### 1.2.1 Statistique générale

	Affaires pendantes au 01.01.	Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01. au 31.12.)	Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01. au 31.12.)	Affaires pendantes au 31.12.	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au 31.12.)
<b>2022</b>	1449	1962	1761	2005	3504
<b>2023</b>	1576	2004	1904	2121	4004
<b>2024</b>	1639	1985	1882	2187	3895

Langue des affaires liquidées	2022	2023	2024
Français	1756	1904	1882
Allemand	5	0	0

### 1.2.2 Protection des adultes

	Affaires pendantes au 01.01.	Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01. au 31.12.)	Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01. au 31.12.)	Affaires pendantes au 31.12.	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au 31.12.)
<b>2022</b>	956	445	382	1139	1643
<b>2023</b>	1000	550	489	1207	2133
<b>2024</b>	1047	514	456	1235	2075

Mesures de protection pour adultes	2022	2023	2024
1. Mesures personnelles anticipées et appliquées de plein droit (mandats pour cause d'inaptitude, directives anticipées en matière médicale, représentations légales diverses et mesures pour personnes résidant en EMS) (art. 363 al. 2, 364, 366, 368, 373, 374 al. 3, 376, 381 al. 2 et 3 et 385 CC)	20	22	17
2. Autorisations d'ouvrir le courrier ou de pénétrer dans un appartement (art. 391 al. 3 CC)	19	28	28
3. Mesures prises par l'autorité sans devoir instituer de curatelle (art. 392 CC)	4	4	3
4. Curatelles d'accompagnement (art. 393 CC)	17	17	22
5. Curatelles de représentation sans limitation de l'exercice des droits civils (art. 394 al. 1 CC)	158	173	155
6. Curatelles de représentation, avec limitation de l'exercice des droits civils (art. 394 al. 1 et 2 CC)	32	46	23
7. Curatelles de gestion (art. 395 al. 1 CC)	145	148	140
8. Curatelles de gestion avec blocages (art. 395 al. 1, et 4 CC)	11	11	7
9. Curatelles de coopération (art 396 CC)	5	3	0
10. Curatelles de portée générale (art. 398 CC)	18	15	10
11. Nomination, changement, libération et décharge du/de la curateur/trice (art. 400, 403 al. 1, 422, 423 et 425 al. 4 CC)	1067	1591	935
12. Fixation des honoraires du/de la curateur/trice (art. 404 CC)	888	1246	1333
13. Inventaires d'entrée (art. 405 CC)	162	203	181
14. Décisions sur le placement et la préservation des biens (art. 408 CC = OGPCT)	2	2	3

Mesures de protection pour adultes	2022	2023	2024
15. Approbation des rapports et/ou des comptes (art. 415 et 425 CC)	903	1271	1331
16. Actes nécessitant le consentement de l'autorité de protection de l'adulte (art. 416 et 417 CC)	153	124	150
17. Demandes et décisions en matière de transfert de for (art. 442 CC)	27	44	32
18. Mesures superprovisionnelles et provisionnelles (art. 445 CC)	36	49	43
19. Mesures d'instructions : enquêtes, rapports et expertises (art. 446 al. 2 et 449 CC)	118	76	79
20. Mandat d'amener (art. 18 al. 2 et 21 al. 1 LPEA et 4 al. 2 LPol)	3	7	5
21. Attestations diverses (dont attestations de capacité civile)	133	211	173
22. Renonciation à une mesure de protection (rayé du rôle)	97	98	127

### 1.2.3 Successions

	Affaires pendantes au 01.01.	Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01. au 31.12.)	Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01. au 31.12.)	Affaires pendantes au 31.12.	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au 31.12.)
<b>2022</b>	17	576	546	61	480
<b>2023</b>	14	507	522	49	510
<b>2024</b>	17	504	492	47	474

Juge de paix	2022	2023	2024
1. Apposition de scellés (art. 24 LACC)	8	6	3
2. Consignation d'un testament oral (art. 507 CC, 14 al. 2 let. a LACC)	0	0	0
3. Dépôt de sûretés des absents (art. 546 CC, 14 al. 2 let b LACC)	0	0	0
4. Prise d'inventaire en cas d'absence et conservatoire (art. 546 ss CC, 23 LACC et 551 ss CC, 24 LACC)	8	10	1
5. Administration d'office de la succession ou de la part d'un/e héritier/ère absent (art. 548, 554 et 556 al. 3 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale)	5	11	5
6. Décision sur revendication dans la prise d'inventaire (art. 490, 551 ss, 568 CC, 25 LACC)	0	0	0
7. Envoi en possession provisoire (art. 556 al. 3 CC, 14 LACC – clause générale)	0	0	0
8. Ouverture de testaments (art. 557 CC, 18 LACC)	124	91	113
9. Approbation de certificats d'héritiers (art. 559 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale)	321	318	305
10. Répudiation de la succession (art. 566 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale)	153	225	146
11. Bénéfice d'inventaire (art. 581 ss CC)	2	3	2
12. Administration des biens de la succession (art. 581 et 585 CC, 28 LACC)	0	0	0
13. Désignation d'un représentant de la communauté héréditaire (art. 602 al. 3 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale)	3	3	3
14. Sursis au partage et mesures conservatoires pour les héritiers d'un/e insolvable (art. 604 al. 2 et 3 CC, 14 al. 2 let c LACC)	0	0	0
15. Etablissement de l'inventaire fiscal (LIFD, LICD)	52	52	48
16. Renonciation à l'établissement de l'inventaire fiscal (LIFD, LICD)	409	342	369



## 1.2.4 Protection des mineurs

	Affaires pendantes au 01.01.	Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01. au 31.12.)	Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01. au 31.12.)	Affaires pendantes au 31.12.	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au 31.12.)
<b>2022</b>	390	623	557	639	1143
<b>2023</b>	438	666	620	690	1112
<b>2024</b>	456	655	629	712	1089

<b>Mesures de protection</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>
1. Décisions impliquant l'attribution de l'autorité parentale conjointe (art. 52fbis al. 3 RAVS, 134 al. 3, 296 al. 3, 297 al. 2, 298a, 298b al. 2, 3 et 4, 298d al. 1 et 2, 311 al. 1 ch. 1 et 2 et 312 ch. 1 et 2 CC)	268	299	268
2. Décisions impliquant la fixation du droit de déterminer le lieu de résidence (art. 134 al. 3, 301a al. 2 et 5, 310 al. 1, 2 et 3)	63	55	46
3. Relations personnelles (art. 134 al. 4, 273 al. 2 et 3 et 275 al. 1 CC)	108	92	72
4. Fixation des relations personnelles avec des tiers (art. 274a CC)	14	4	1
5. Contributions d'entretien (art. 287 CC)	14	21	22
6. Tutelle de mineur (art. 297 al. 2, 298 al. 3, 298b al. 4 et 327a CC)	0	6	3
7. Curatelle de représentation (art. 306 al. 2 CC)	25	32	45
8. Mesures nécessaires (art. 307 al. 1 CC)	51	31	37
9. Rappel ou instructions (art. 307 al. 3 CC)	89	52	45
10. Droit de regard et d'information (art. 307 al. 3 CC)	14	10	9
11. Curatelle éducative (art. 308 al. 1 CC)	71	67	69
12. Curatelle de paternité (art. 308 al. 2 CC)	4	5	8
13. Curatelle alimentaire (art. 308 al. 2 CC)	2	4	6
14. Curatelle de surveillance des relations personnelles (art. 308 al. 2 CC)	54	48	57
15. Curatelle avec pouvoirs particuliers notamment traitement médical, soins, école, formation professionnelle, etc. (art. 308 al. 2 CC)	2	4	6
16. Limitation de l'autorité parentale (art. 308 al. 3 CC)	1	8	5
17. Médiation (art. 314 al. 2 CC)	22	18	6
18. Modification d'un jugement matrimonial concernant les mesures de protection de l'enfant (art. 315b al. 2 CC)	0	0	3
19. Biens de l'enfant : inventaire, remise périodique de comptes et rapports, autorisation de prélèvement, instructions administration, curatelle de gestion (art. 318 al. 3, 320 al. 2, 324, 325 et 408 CC)	1	10	6
20. Nomination, changement, libération et décharge du/de la curateur/trice (art. 400, 422, 423 et 425 al. 4 CC)	478	622	507
21. Fixation des honoraires du/de la curateur/trice (art. 404 CC)	27	37	31
22. Approbation des rapports et des comptes (art. 415 et 425 CC)	413	326	353
23. Actes nécessitant le consentement de l'autorité de protection de l'enfant (art. 416 et 417 CC)	35	44	60
24. Décisions sur le placement et la préservation des biens (art. 408 CC = OGPCT)	0	0	0
25. Placement à des fins d'assistance, par l'APEA (art. 426 al. 1/428 al. a CC + 18 LPEA), médecin (art. 18 LPEA), maintien (art. 427 al. 2 CC), prolongation (art. 429 al. 2 CC), examens périodiques (art. 431 al. 1 CC), prise en charge à la sortie de l'institution (art. 437 al. 1 CC), mesures	1	0	0

Mesures de protection	2022	2023	2024
ambulatoires (art 437 al. 2 CC), appel au juge (art. 439 al. 2 CC), placement à des fins d'expertise (art. 449 CC)			
26. Mandat d'amener (art. 18 al. 2 et 21 al. 1 LPEA et 4 al. 2 LPol)	7	7	6
27. Demandes et décisions en matière de transfert de for (art. 442 CC)	35	32	14
28. Mesures superprovisionnelles et provisionnelles (art. 445 CC)	112	113	82
29. Mesures d'instructions : enquêtes, rapports et expertises (art. 446 al. 2 et 449 CC)	142	138	145
30. Attestations diverses (dont attestations d'autorité parentale)	1	12	19
31. Renonciation à une mesure de protection (rayé du rôle)	141	149	174

### 1.2.5 Incompétences

	Affaires pendantes au 01.01.	Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01. au 31.12.)	Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01. au 31.12.)	Affaires pendantes au 31.12.	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au 31.12.)
<b>2022</b>	1	17	18	0	18
<b>2023</b>	0	24	24	0	24
<b>2024</b>	0	27	27	0	27

### 1.2.6 Irrecevabilité et classement sans suite, avec ou sans décision

	2022	2023	2024
Incompétences (art. 59 CPC)	16	25	38
Rayés du rôle, retraits d'action et affaires devenues sans objet	2	5	6

### 1.2.7 Placement à des fins d'assistance

	Affaires pendantes au 01.01.	Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01. au 31.12.)	Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01. au 31.12.)	Affaires pendantes au 31.12.	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au 31.12.)
<b>2022</b>	4	185	184	13	68
<b>2023</b>	3	180	179	11	65
<b>2024</b>	7	190	178	22	65

	2022	2023	2024
1. Placement à des fins d'assistance par l'APEA (art. 18 LPEA, 426 al. 1 et 428 al. 1 CC)	4	5	11
2. Libération par l'APEA (art. 426 al. 3 et 428 al. 1 CC)	3	1	0
3. Prolongation d'un placement ordonné par un/e médecin (art. 429 al. 2 CC)	33	35	21
4. Examens périodiques après 6, 12, 36 mois, etc. (art. 431 al. 1 et 2 CC)	1	1	1
5. Prise en charge à la sortie de l'institution et mesures ambulatoires en cas de non-placement (art. 437 al. 1 et 2 CC et 26 LPEA)	2	3	2
6. Appel au juge (art. 439 al. 2 CC et 3 al. 2 LPEA)	8	10	8
7. Enquête/rapport d'expertise (art. 446 al. 2 CC)	8	9	8
8. Placement à des fins d'expertise (art. 449 CC)	4	0	1
9. Requête et/ou mandat d'amener (art. 18 al. 2 et 21 al. 1 LPEA et 4 al. 2 Lpol)	6	4	4
10. Placement à des fins d'assistance en cas d'urgence (médecin) (art. 18 LPEA)	176	175	165

### 1.2.8 Mise à ban

	Affaires pendantes au 01.01.	Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01. au 31.12.)	Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01. au 31.12.)	Affaires pendantes au 31.12.	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au 31.12.)
2022	0	28	26	2	26
2023	1	19	19	2	23
2024	1	23	23	1	24

Juge de paix	2022	2023	2024
Décision de mise à ban (art. 65 LACC)	20	19	21
Décision sur opposition (art. 65 LACC)	0	0	0

### 1.2.9 Assistance judiciaire

	Affaires pendantes au 01.01.	Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01. au 31.12.)	Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01. au 31.12.)	Affaires pendantes au 31.12.	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au 31.12.)
2022	82	88	50	152	132
2023	120	58	51	162	139
2024	111	72	65	170	143

	2022	2023	2024
Décisions d'octroi de l'assistance judiciaire (art. 117 CPC et 123 LJ)	82	62	69
Décisions de refus de l'assistance judiciaire (art. 117 CPC et 123 LJ)	1	0	0
Décisions de fixation de liste de frais (art. 57 RJ)	45	68	65